

RÉPONDRE AUX BESOINS D'ÉDUCATION ET D'ACCUEIL DES ENFANTS DE RÉFUGIÉS ET DE DEMANDEURS D'ASILE EN EUROPE ET L'AMÉRIQUE DU NORD



Maki Park, Caitlin Katsiaficas, et Margie McHugh



TRANSATLANTIC FORUM ON INCLUSIVE EARLY YEARS

INVESTING IN THE DEVELOPMENT OF YOUNG CHILDREN FROM MIGRANT AND LOW-INCOME FAMILIES

Dédicace

Le Transatlantic Forum on Inclusive Early Years est un projet international, organisé par la Fondation Roi Baudouin en collaboration avec 13 fondations partenaires européennes et américaines. Menée sur une période de quatre ans, cette initiative voulait étudier les politiques et les programmes de soutien au développement des jeunes enfants de familles migrantes et à faibles revenus, en Europe et aux États-Unis.

Ceci est une traduction du résumé d'un rapport publié en avril 2018 par le Migration Policy Institute. Le rapport complet, en anglais, est accessible à : www.migrationpolicy.org/research/responding-ecec-needs-children-refugees-asylum-seekers-europe-north-america.

© 2018 Migration Policy Institute.
Tous droits réservés.

Couverture, conception, et mise en page : Sara Staedicke, MPI
Photo de couverture : D. Telemans/UNHCR
Traduction de l'anglais : Michel Teller

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme que ce soit et par n'importe quel moyen, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, ou par n'importe quel système de stockage ou de récupération de l'information, sans l'autorisation du Migration Policy Institute. Un PDF comprenant le texte complet de ce document est téléchargeable gratuitement sur www.migrationpolicy.org.

On trouvera sur www.migrationpolicy.org/about/copyright-policy des informations pour la reproduction d'extraits de cette publication. Les demandes peuvent également être adressées à communications@migrationpolicy.org.

Référence suggérée : Park, Maki, Caitlin Katsiaficas, et Margie McHugh. 2018. *Répondre aux besoins d'éducation et d'accueil des enfants de réfugiés et de demandeurs d'asile en Europe et l'Amérique du Nord*. Washington, DC : Migration Policy Institute.





Sommaire général

Avec l'arrivée massive de réfugiés et de demandeurs d'asile en Europe et en Amérique du Nord ces dernières années, de nombreux pays se sont efforcés de répondre à leurs besoins d'accueil de base et de fournir des services d'intégration efficaces. Les enfants en bas âge représentent une part substantielle de ces arrivées et beaucoup d'entre eux ont vécu des expériences marquantes de traumatismes et de stress qui entraînent de graves risques pour leur développement cognitif, psychosocial et physique. Les programmes d'Éducation et d'Accueil des Jeunes Enfants (EAJE) constituent un important moyen permettant aux pays d'accueil d'atténuer beaucoup de risques auxquels sont confrontés ces jeunes enfants, de stimuler ainsi leur trajectoire scolaire et professionnelle et d'accroître leurs chances d'intégration à long terme. Comme les parents s'impliquent dans ces services pour le compte de leurs enfants, de tels programmes fournissent aussi une opportunité importante pour atteindre plus généralement les parents et les familles de réfugiés et pour promouvoir la réussite de leur intégration.

Cherchant à mieux comprendre les politiques et les pratiques actuelles dans ce domaine, le Migration Policy Institute (MPI) a coordonné une étude internationale des défis et des succès que des pays d'accueil majeurs en Europe et en Amérique du Nord rencontrent pour fournir des services d'EAJE de haute qualité à de jeunes enfants de réfugiés et de demandeurs d'asile. Une recherche de terrain a été menée pour cette étude en Belgique, au Canada, en Allemagne, en Grèce, en Italie, aux Pays-Bas, en Suède, en Turquie et aux États-Unis. Bien que les caractéristiques des populations de réfugiés et de demandeurs d'asile de chaque pays et la conception de leurs systèmes d'EAJE et de gestion des migrations diffèrent souvent largement, un certain nombre de défis communs et de politiques prometteuses ont pu être identifiés.

A. *Tendances récentes dans les arrivées et défis pour les systèmes d'accueil et d'intégration*

Des niveaux extraordinairement élevés de déplacements de population dans le monde en 2015 et en 2016 ont conduit de grands nombres de demandeurs d'asile et de réfugiés à rechercher une protection en Europe et en Amérique du Nord. Les États membres de l'UE ont reçu 1,26 million de premières demandes d'asile en 2015 et 1,21 million en 2016. Les États-Unis et le Canada ont vu les demandes d'asile s'accroître de manière substantielle durant la même période, tout en augmentant le nombre de réfugiés qu'ils se sont engagés à réinstaller, en partie en raison de la poursuite de la guerre en Syrie.

Confrontés à cette augmentation rapide des arrivées, beaucoup d'États membres de l'UE ont connu de graves retards dans leur système d'asile. Tandis que les délais s'allongeaient pour les demandes en attente d'une décision, beaucoup de pays ont eu recours à des infrastructures temporaires – un système qui peut créer un stress supplémentaire pour des familles qui sont souvent relogées à de multiples reprises dans les pays d'accueil, ce qui interrompt leur accès à des services d'aide critiques. Et alors que la législation européenne prévoit le droit à l'éducation pour tous les enfants en âge scolaire, quel que soit leur statut légal, et que les pays sont tenus de fournir aux enfants de demandeurs d'asile un accès à l'éducation dans les trois mois après l'introduction d'une demande de protection, beaucoup attendent plus longtemps. Les enfants séjournent souvent pendant de longues durées dans des centres d'accueil qui ne disposent pas de services spécifiques pour les jeunes enfants et tant les systèmes d'accueil que d'éducation ont eu des difficultés pour développer la capacité permettant d'exercer ce droit légal. Ainsi que le démontre ce rapport, la capacité de toucher et d'aider efficacement de jeunes enfants réfugiés et demandeurs d'asile par des programmes dédiés à la petite enfance fait aussi significativement défaut une fois que les familles ont franchi la phase initiale d'accueil. Comme il est probable que le niveau des déplacements forcés dans le monde restera élevé au cours des prochaines années, l'amélioration de ces systèmes restera un défi important pour les décideurs politiques, même si le sentiment actuel de crise aiguë diminue.

B. L'importance de services d'EAJE de haute qualité pour les familles de réfugiés

Les jeunes enfants réfugiés proviennent de milieux très variés. Cependant, leur expérience commune de l'exode est marquée par un degré significatif de stress et d'épreuves. Pour ces enfants, qui sont à une phase critique de leur développement cognitif et socio-émotionnel, la pauvreté, les facteurs de stress physique et émotionnel et les lacunes dans l'apprentissage de la langue peuvent gravement affecter leurs futures trajectoires et perspectives scolaires et professionnelles d'intégration réussie dans une nouvelle société.

Les programmes d'EAJE peuvent contribuer à atténuer ces facteurs de risque en jetant des bases solides de préparation à l'école et de réussite scolaire. Des recherches montrent que les services d'aide à l'enfance dans les premières années de la vie procurent à la fois de plus grands avantages et un retour sur investissement plus élevé que de coûteuses interventions à une phase ultérieure. Les programmes de la petite enfance donnent aussi l'opportunité de construire des relations constructives avec les parents et les familles et offrent ainsi aux pays d'accueil un outil prometteur pour atteindre les objectifs d'intégration et promouvoir la cohésion sociale.

Malgré ces nombreux bénéfices potentiels, des obstacles significatifs à l'accès à des programmes de qualité ont pour effet que les familles de réfugiés sont moins susceptibles d'inscrire leurs enfants à des programmes d'EAJE que les familles autochtones. Parmi ces obstacles il y a un manque de programmes qualifiés sur le plan linguistique et culturel, les coûts, les barrières bureaucratiques et le manque de flexibilité des horaires, qui se heurtent aux obligations professionnelles des parents.

C. Constats clés issus de recherches comparatives

Des recherches de terrain menées dans neuf importants pays d'accueil en Europe et en Amérique du Nord ont identifié une série de défis critiques, de pratiques prometteuses et d'opportunités d'action.

I. Défis critiques

Malgré des variations dans la gestion des migrations, dans les politiques d'EAJE ainsi que dans les ressources consacrées à leur mise en œuvre, les différents pays partagent un grand nombre des principaux défis concernant l'aide aux jeunes enfants réfugiés et demandeurs d'asile. Deux d'entre eux revêtent un caractère global et particulièrement dominant :

Les réponses à l'échelle nationale aux besoins d'EAJE pour jeunes enfants réfugiés et demandeurs d'asile ont été extraordinairement faibles, malgré l'obligation légale dans la plupart des pays de venir en aide à cette population. Il manque en grande partie une responsabilité nationale ainsi que, dans la plupart des cas, le soutien nécessaire aux autorités locales chargées de fournir des services d'EAJE.

Des interviews et des recherches de terrain ont révélé des restrictions de capacité significatives aussi bien au sein d'agences supervisant la réinstallation et l'intégration de réfugiés que de celles qui sont responsables de programmes de la petite enfance. Il y a un manque évident de clarté pour savoir quel acteur est responsable des jeunes enfants réfugiés et demandeurs d'asile ainsi qu'un manque correspondant de responsabilité de leur bien-être. Par exemple, il est caractéristique de constater que les centres d'accueil dans tous les pays concernés par l'étude ne proposent pas d'activités pour les enfants de moins de six ans. Et comme ces enfants ne sont pas encore en âge d'obligation scolaire, les lacunes dans les services et les obstacles à la participation peuvent être invisibles au niveau politique et il existe peu de programmes et de services qui ciblent spécifiquement ce public en dehors des centres d'accueil.



Une déconnexion fondamentale est aussi évidente dans de nombreux pays entre les services pour les réfugiés et demandeurs d'asile — qui sont gérés par les gouvernements nationaux et des agences internationales — et les services d'EAJE, qui relèvent en grande partie de la compétence d'instances régionales. En même temps, les services d'EAJE ne sont souvent pas universellement exigés ou disponibles et il y a peu de personnes linguistiquement et culturellement compétentes pour offrir un service efficace à des populations diversifiées. En raison de l'absence d'un leadership politique, d'un financement et d'une aide au développement de capacité de la part de niveaux de pouvoir plus élevés, beaucoup de systèmes locaux sont incapables de rencontrer de manière adéquate ou efficace les besoins de jeunes enfants de familles de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Alors que les programmes d'EAJE reconnaissent l'importance d'une prise en charge informée des traumatismes, les formations et les ressources pour fournir ce type de soutien manquent à peu près partout.

Malgré une reconnaissance de plus en plus grande des effets néfastes et durables des traumatismes vécus durant la petite enfance, peu de programmes et de systèmes prévoient une formation du personnel ou des ressources pour veiller à ce que les jeunes enfants réfugiés reçoivent un soutien approprié. Il y a un vaste besoin de renforcer la manière dont les intervenants identifient les besoins en santé mentale, consolident la résilience et atténuent les effets potentiellement négatifs des traumatismes. Un manque d'expertise et d'information sur une prise en charge informée des traumatismes — beaucoup moins d'informations sur les besoins des familles de réfugiés, spécifiquement — est un enjeu critique au vu du nombre d'enfants récemment arrivés qui ont subi la perte d'êtres chers, ont été exposés à des violences et ont vécu dans une grande incertitude après leur arrivée dans un pays d'accueil.

2. Pratiques prometteuses et opportunités d'action politique

Malgré l'absence de politiques nationales régissant la prise en charge de jeunes enfants réfugiés dans la plupart des pays compris dans cette étude, certains d'entre eux (notamment la Suède et l'Allemagne) ont mis en œuvre des politiques et des programmes significatifs, au niveau soit national, soit local, pour favoriser la fourniture de services d'EAJE à ces enfants. De plus, dans certains pays où il n'y a pas de politiques officielles en vigueur, des organisations non-gouvernementales se sont engagées à combler les lacunes dans les services par des approches innovantes. Les trois pratiques et approches politiques les plus prometteuses consistent à :

Fournir un soutien systématique aux gouvernements locaux et aux programmes d'EAJE qui développent leur capacité à rencontrer les besoins d'enfants de familles de réfugiés et de demandeurs d'asile. Les soutiens essentiels comprennent l'extension des créneaux horaires des services, le soutien linguistique, une formation sur mesure des professionnels et des programmes de mentorat pour les parents.

Il faut souvent une guidance et un soutien à l'échelle de tout le système pour amplifier les facteurs qui permettent au personnel et aux programmes de venir effectivement en aide à ces enfants. C'est particulièrement le cas lorsque les professionnels de la petite enfance ne possèdent pas encore les compétences linguistiques et les connaissances culturelles pour travailler avec des enfants d'horizons divers.

Si l'amélioration des services d'EAJE pour les enfants des familles de réfugiés n'apparaît pas encore comme une priorité dans la plupart des pays, l'Allemagne constitue une exception notable. Adoptant une approche globale pour intégrer environ un million de réfugiés et de demandeurs d'asile arrivés dans le pays ces dernières années, le gouvernement national a entrepris des initiatives et des investissements majeurs en partenariat avec une série d'acteurs gouvernementaux régionaux, y compris ceux qui sont responsables de l'EAJE. Au travers du programme Sprach-Kitas, par exemple, le Ministère fédéral de la Famille fournit un soutien professionnel à des programmes de la petite enfance qui visent à améliorer l'apprentissage de la langue. Le Ministère investit près de 400 millions d'euros entre 2017 et 2020 pour

étendre le programme et doubler le nombre de personnel disponible. Des investissements fédéraux aident aussi à intensifier le programme Stepping into Childcare, qui est aujourd'hui en cours dans 200 lieux et qui vise à gagner la confiance de parents réfugiés et à leur faire connaître l'offre nationale de services d'EAJE.

S'adresser aux jeunes enfants réfugiés en même temps qu'à leurs pairs autochtones dans des classes mixtes afin d'éviter la ségrégation des programmes d'EAJE et de favoriser la cohésion sociale.

En Suède, les familles de réfugiés et de demandeurs d'asile sont dispersées lors de leur installation dans l'espoir que cela facilite leur intégration dans leur nouvelle communauté. Des villes et des écoles font des efforts similaires pour créer des classes mixtes, en se basant sur des recherches qui montrent que les enfants primo-arrivants obtiennent de meilleurs résultats quand ils ne sont pas concentrés dans la même école et qu'ils peuvent au contraire apprendre aux côtés d'enfants autochtones. De même, le programme allemand Modell-Kitas à Berlin vise à favoriser l'inclusion et l'intégration de familles de réfugiés en leur venant en aide en même temps qu'à d'autres familles dans la communauté environnante.

Forger des partenariats entre agences et communautés encourage la collaboration et la coopération et permet à des initiatives d'EAJE d'exploiter toute une série d'atouts et de maximiser l'impact de leurs services.

On a largement fait mention, durant la recherche du MPI, d'un manque de coordination et de communication entre des départements ministériels hétérogènes. C'est un point clé qui contribue au manque de politiques et de services d'EAJE efficaces pour les enfants réfugiés. Des partenariats, aussi bien au sein qu'en dehors de gouvernements et tant au niveau national que local, ont été identifiés comme étant des éléments essentiels. En Belgique par exemple, Kind en Gezin, l'agence publique d'EAJE de la Communauté flamande, a un accord de collaboration avec Fedasil (l'Agence fédérale belge pour l'accueil des demandeurs d'asile) et la Croix-Rouge, qui gère des centres d'accueil dans le pays. Ce partenariat garantit aux réfugiés et demandeurs d'asile parents de jeunes enfants d'avoir accès à un grand nombre de services fournis par Kind en Gezin, comme des soins de santé préventifs prénataux et postnataux, un soutien à la parentalité, des visites à domicile et des consultations.

D. Conclusion

Même si beaucoup d'initiatives de gouvernements et d'ONG utilisent des approches réfléchies pour fournir les services dont ont tellement besoin les jeunes enfants réfugiés et demandeurs d'asile et leurs familles, il reste beaucoup à faire. Dans la plupart des cas, ces programmes ne touchent qu'un petit nombre de ceux qui en ont besoin. Les services qui ont prouvé leur efficacité sont loin d'être systématisés et dotés de ressources suffisantes pour garantir une large accessibilité et une viabilité à long terme. Les services de la petite enfance ont souvent été négligés face à des réponses urgentes et à des efforts d'intégration à long terme. Pourtant, les bénéfices énormes qu'ils procurent aussi bien aux familles de primo-arrivants qu'à la société dans son ensemble sont indiscutables. Au moment où la sensation d'une crise immédiate est en train de passer et où l'on prend de plus en plus conscience que de nouveaux défis vont inévitablement arriver, accorder la priorité à des services d'EAJE de qualité pour des familles de réfugiés constitue un investissement indispensable pour les sociétés d'accueil.



The Migration Policy Institute is a nonprofit, nonpartisan think tank dedicated to the study of the movement of people worldwide. MPI provides analysis, development, and evaluation of migration and refugee policies at the local, national, and international levels. It aims to meet the rising demand for pragmatic and thoughtful responses to the challenges and opportunities that large-scale migration, whether voluntary or forced, presents to communities and institutions in an increasingly integrated world.

www.migrationpolicy.org

1400 16th Street NW
Suite 300
Washington, DC 20036

Tel: 001 202-266-1940
Fax: 001 202-266-1900

